

Littleton, James. Target Nation. Canada and the Western Intelligence Network. Toronto, Lester & Opren Dennys Limited, 1986, 240 p.

Serge Bernier

Volume 20, numéro 1, 1989

L'Arctique : ses dimensions économiques, politiques, stratégiques et juridiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702485ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702485ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernier, S. (1989). Compte rendu de [Littleton, James. Target Nation. Canada and the Western Intelligence Network. Toronto, Lester & Opren Dennys Limited, 1986, 240 p.] *Études internationales*, 20(1), 238–240.
<https://doi.org/10.7202/702485ar>

La dernière partie du livre traite de l'avenir, ce qui est toujours risqué, mais évite le plus grand danger de ce genre d'exercice en ne présentant pas de prédictions ou de projections trop détaillées. On y répète que le nationalisme québécois est un phénomène permanent, un *way of life* selon l'expression des auteurs. On y examine prudemment les conséquences d'une souveraineté québécoise éventuelle. Ma seule réserve concerne le jugement porté sur l'accord du Lac Meech. Vu la philosophie sous-jacente au récent jugement de la Cour suprême sur la langue d'affichage (la protection des droits individuels au détriment des droits collectifs), il y a maintenant tout lieu de croire que la notion de « société distincte » ne constituera nullement, pour l'avenir, le déblocage majeur qu'y voient les auteurs pour ce qui est de la reconnaissance, par le Canada anglais, de la spécificité québécoise. Il est vrai que ceux-ci ont terminé leur livre en 1987, au moment où, la propagande aidant, les espoirs soulevés par cet accord étaient les plus prometteurs.

On aura déduit que, malgré son titre, le livre dépasse les seules relations de gouvernement à gouvernement. C'est compréhensible car, là-dessus, il y aurait assez peu à dire, justement parce que le gouvernement américain, à la demande même d'Ottawa, a toujours pris soin de traiter le Québec à la manière de n'importe quelle autre province (p. 255).

Ce qui m'amène à formuler une petite correction à propos d'un des avancés des auteurs. Ils disent (p. 256) que, comme ministre, je me suis davantage préoccupé des affaires canadiennes que des relations internationales et, dans ce domaine, davantage de la France que des États-Unis. D'une part, on vient de le voir, il était illusoire de songer à des rapports officiels avec le gouvernement américain, ce qui stérilisait d'avance bien des initiatives qui

eussent autrement été possibles (comme avec la France, précisément). D'autre part, au moment où j'étais ministre, il fallait tout de même se préoccuper de la tenue prévue du référendum. Il faut dire aussi qu'avec la proximité et l'ouverture des institutions et des entreprises américaines, point n'était besoin, comme avec à peu près tous les autres pays, d'un personnel politique ou administratif abondant, les relations existant déjà ou s'établissant avec un minimum de procédures. Cela dit, et parce que nous savions que les Américains nous connaissaient mal, j'ai mis sur pied tout un programme de contacts avec les universités et facilité l'action de divers centres d'étude sur le Canada et le Québec, en plus d'ouvrir une délégation à Atlanta. Plus que jamais auparavant, des ministres et d'autres porte-parole québécois s'adressèrent à des auditoires américains. J'ai moi-même prononcé plus de conférences dans ce pays qu'au Canada anglais! Sauf que j'en faisais rarement état publiquement pour éviter d'être accompagné de journalistes! D'où cette impression – fausse – que je me désintéressais des relations Québec-É.-U. pour privilégier, selon nos auteurs, les « *cultural and symbolic relations with France* » – caractérisation pour le moins discutable...

Claude MORIN

*Ancien ministre des Affaires
intergouvernementales du Québec (1976-1982)
Professeur à l'ENAP*

LITTLETON, James. *Target Nation. Canada and the Western Intelligence Network*. Toronto, Lester & Orpen Dennys Limited, 1986, 240p.

Voici un livre qui attire par son titre et déçoit très rapidement par son contenu. En effet, une trentaine de pages, tout au plus (p. 89 à 100, par exemple) répondent à

nos attentes les plus légitimes. Au total, même pas l'équivalent d'un mémoire de maîtrise en science politique. De fait, un thésard se présentant à son directeur avec un tel texte eût été retourné à sa table de travail avec mission de s'attaquer à la vraie question. Il est malheureux que Lester & Orpen Dennys et les *CBC Enterprises* n'aient pas eu ce courage.

L'écrit de Littleton, publié en 1986, est dépassé depuis le rapprochement américano-soviétique. Le but de l'auteur était de lancer une autre diatribe contre l'ennemi juré de la go-gauche occidentale: les États-Unis, ces pelés qui, depuis 1945, fomentent la Guerre froide en désignant l'URSS comme l'ennemi à abattre. Peut-être Littleton ne l'a-t-il pas noté, mais je lui signale que dans aucun des documents officiels ayant trait au renseignement occidental que lui-même cite, on ne trouve l'URSS désignée comme un ou le seul des ennemis possibles. C'est donc dire que nos services de renseignements tout comme ceux des Américains, sont préoccupés par tous les 'adversaires' potentiels. En pratique, nous savons que ceux que nous nommons les pays de l'Est sont particulièrement ciblés. Or, il arrive que les représentants de ces pays ne l'ignorent pas et ne s'en offusquent pas. Qui plus est, si Littleton avait consulté des traductions d'articles et de discours soviétiques, il aurait constaté que la Guerre froide est aussi entretenue de ce côté-là du Rideau de Fer.

Son livre est plein d'aphorismes socio-politiques qui n'ont rien à voir avec le 'réseau de renseignements' du titre et à peu près rien avec le Canada mais tout avec la façon dont monsieur Littleton perçoit les États-Unis. Selon lui, « ... the United States no longer exercises the unchallenged dominance in the world that it enjoyed in the first three decades after World War Two » (p. 51). La bombe atomique soviétique date de 1949; depuis 1945, des

défis politiques ou économiques ont été lancés aux États-Unis, et maintes fois gagnés. Domination mondiale? Ça se dit bien dans un reportage. Quand on l'écrit, il faut le soutenir, ce que Littleton ne peut évidemment faire.

Les demi-vérités, les oublis, l'ignorance marquent ce livre. On y lit que la Guerre froide débute avec le blocus de Berlin (p. 12). L'affaire Gouzenko est traitée sur un ton mineur que nos services de renseignements ne lui ont certainement pas donné (p. 15). L'auteur écrit qu'au début de la Deuxième Guerre mondiale le Canada a enfermé des chefs communistes (p. 16), oubliant de rappeler que l'URSS dépeçait la Pologne avec l'Allemagne au même moment et qu'elle avait demandé à ses partisans, dans le monde, de ne pas aider à l'effort de guerre anti-allemand. Littleton semble aussi ignorer que les États-Unis sont encore présents à Terre-Neuve en vertu d'ententes à long terme entre la Grande-Bretagne et les États-Unis signées alors que Terre-Neuve était une colonie britannique (p. 71).

On ne peut être convaincu par plusieurs des conclusions qu'énonce l'auteur. Par exemple, le suicide de Herbert Norman aurait fini de convaincre notre renseignement de la trahison de politiciens et de hauts fonctionnaires canadiens (p. 37). Cette généralisation est grotesque. Littleton tente de nous imposer l'idée que Trudeau a pris au sérieux, dès 1968, le fait que des changements devaient intervenir au sein du renseignement canadien (p. 136): ces modifications ne sont intervenues qu'en 1984, seize ans après l'arrivée au pouvoir de Trudeau, quatorze ans après les gaffes de 1970 et des années après qu'on eût démontré les malversations auxquelles s'adonnaient plusieurs membres des secteurs spécialisés de la GRC.

Il reste encore à dire que les répétitions de Littleton sont nombreuses et qu'il

a un art consommé pour sauter du coq à l'âne. Que vient faire le cas australien que l'on traite longuement (à partir de la p. 100)?

Un endroit où nous nous trouvons d'accord avec Littleton est lorsqu'il écrit, au sujet d'Octobre 70:

En rétrospective, il est difficile d'accepter que les politiciens [de l'époque] croyaient ce qu'ils disaient. Mais l'atmosphère... encourageait la crédulité. » (p. 131).

Le général Dan Loomis, auteur de *Quelling the F.L.Q.*, serait pour sa part en complet désaccord. Selon lui, comme il le disait encore à Montréal, le 17 août, devant le parterre du XIV^{ème} Colloque international d'Histoire militaire, les déclarations aux Communes, surtout celles d'exaltés québécois comme feu Jean Marchand, étaient d'excellentes sources sur lesquelles baser un rapport de renseignement.

Au total, ce livre restera un modèle de ce qu'il ne faut pas faire dans le monde de l'édition sérieuse. Une tentative si maladroite, qu'elle nous déconcerte.

Serge BERNIER

Ministère de la Défense nationale
Ottawa

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

BERECZ, Janos, 1956 Counter-Revolution in Hungary. Words and Weapons. Budapest, Akadémiai Kiado, 1986, 224 p.

Ce livre est présenté comme une réédition revue et augmentée d'un volume qui a paru en 1969. Le ton en est donné dès la

préface; il s'agit de contrer l'intention des forces de classe hostiles au socialisme de discréditer la société socialiste et les idéaux révolutionnaires en prétendant que la contre-révolution de 1956 représentait un rejet du socialisme par le peuple hongrois. À cette fin, l'auteur revoit l'histoire de la Hongrie d'après-guerre et le contexte international de guerre froide dans lequel se situent les événements de 1956. La seconde partie du volume analyse la crise qui a secoué la Hongrie à la fin d'octobre 1956.

Les leçons de 1956, selon l'auteur, se sont révélées d'actualité lors des événements de 1968 en Tchécoslovaquie et elles se révèlent encore actuelles relativement à ce qui se passe en Pologne depuis 1980. Il apparaît en effet particulièrement important de souligner le sens de la lutte politique sur deux fronts, interne et externe, et du besoin de fermeté.

Malgré les années, soutient l'auteur, le contenu de la première édition demeure encore correct et juste. Toutefois de nouveaux documents sont devenus disponibles qui permettent d'apporter quelques précisions ici et là et d'ajouter un chapitre final traitant des fondations de la consolidation socialiste. Ce nouveau chapitre montre comment le centre révolutionnaire conduit par Janos Kadar a pu, au milieu d'indicibles difficultés, reprendre la situation en main et sauver les intérêts fondamentaux du peuple hongrois. Dans cette tâche, par contre, l'assistance externe n'a pu jouer qu'un rôle limité et spécifique.

Le livre ne comprend ni bibliographie, ni index et les références aux sources utilisées sont peu nombreuses. Il confirme finalement la continuité de la thèse officielle.

Guy GOSSELIN

Département de science politique
Université Laval